

Mission présidentielle

La restitution à l'Afrique des œuvres d'art volées par la France suscite également des discussions en Allemagne

Par Ute Schaeffer*

» Ce n'étaient que quelques phrases et pourtant elles ont marqué un tournant et ouvert un vaste sujet de discussion dans la politique culturelle française. En novembre 2017, lors de sa visite d'Etat au Burkina Faso, le président français Emmanuel Macron a déclaré : « Je ne peux pas accepter qu'une large part du patrimoine culturel de plusieurs pays africains soit en France (...) Le patrimoine africain doit être mis en valeur à Paris, mais aussi à Dakar, Lagos et Cotonou ». Ces paroles devraient désormais rapidement être suivies par des actes – et l'Allemagne suit le dossier de près.

Longtemps les milieux politique et culturel français se sont opposés à cette discussion. Ils ont largement laissé le sujet de côté ou l'ont évité. Mais désormais, c'est le président qui devance la discussion. Car Emmanuel Macron est pressé : un plan pour la restitution des biens culturels africains et le retour de l'art pillé de la France vers l'Afrique doit être élaboré d'ici novembre. Une mission difficile qui a été confiée à Bénédicte Savoy : cette historienne de l'art enseigne à l'Université technique de Berlin et travaille sur le thème de la provenance des œuvres d'art depuis 20 ans. Avec l'écrivain et professeur d'économie sénégalais Felwine Sarr, elle doit formuler des recommandations sur la manière de restituer les œuvres d'art et objets africains présents dans les collections françaises. Il ne s'agit donc plus de savoir si on va les restituer, mais comment on organise et procède à la restitution.

Il s'agit là d'une étape historique d'une grande valeur symbolique, si l'on considère qu'il y a tout juste un an, la France a rejeté de manière extrêmement sèche une demande de restitution du Bénin. Un changement de cap drastique, qui est également soutenu par les musées et collections con-

cernés. Peu après le discours de Macron, Stéphane Martin le président du Musée du Quai Branly – l'une des plus grandes collections d'art africain – a clairement fait part de son approbation : « Oui, je soutiens ce processus, ce n'est pas possible qu'il n'y ait pas d'art africain en Afrique ».

Ne pas mesurer l'évolution de l'Afrique selon les normes occidentales

Bénédicte Savoy et Felwine Sarr sont tous les deux étroitement liés au sujet. Dans son livre *Afrotopia*, l'auteur sénégalais préconise de se libérer de la « cosmologie occidentale » imposée aux peuples africains depuis l'époque coloniale. Et notamment des critères permettant de mesurer les progrès et le développement à l'échelle mondiale, comme l'exigent les organisations financières internationales. Selon Felwine Sarr, leurs repères socio-économiques, tels le produit national brut ou l'indice de développement humain d'un pays, sont des concepts occidentaux. Ils classent et hiérarchisent les nations, ce qui a pour effet de créer des gagnants et des perdants. Pour l'écrivain, de tels « mythes économiques » ont contribué à ce que l'Afrique fasse systématiquement partie de cette

* Ute Schaeffer est rédactrice en chef de *Dokumente/Documents*.

deuxième catégorie depuis l'époque coloniale. Ce concept de développement est inapproprié d'après Felwine Sarr. Ce n'est selon lui qu'une idéologie occidentale du progrès social. « Le développement est donc une tentative d'universaliser une entreprise qui a trouvé en Occident son origine et son degré de réalisation le plus abouti. Il est d'abord l'expression d'une pensée qui a rationalisé le monde avant de posséder les moyens de le transformer (...) Le tour de force a été de poser les sociétés occidentales comme des référents et de disqualifier toutes les trajectoires et formes d'organisation sociale autres. Aussi, par une sorte de téléologie rétroactive, toute société différente des sociétés européennes devenait sous-développée »

Ne pas poser de conditions à la restitution

Felwine Sarr défend aussi cette position au sujet de la restitution. Pour lui, il est important d'éviter l'impérialisme culturel. Dans un entretien accordé à la *Süddeutsche Zeitung* du 10 avril 2018, il a expliqué que la restitution ne devrait pas être liée à des conditions : « nous ne voulons pas faire comme la Banque Mondiale : nous vous rendons cet objet, mais seulement à telle ou telle condition ». Il a de grandes attentes : pour lui il s'agit d'ouvrir un débat sur l'histoire coloniale, un débat auquel la France ne s'est jamais confronté. « Le vol d'œuvres d'art n'est qu'une petite partie de cette histoire, et ce n'est pas aussi douloureux que l'histoire de la violence physique ». Ce chapitre de l'histoire coloniale peut donc aussi aider à aborder d'autres sujets. « Nous devons réinventer les relations entre l'Afrique et l'Europe », a-t-il souli-

gné dans l'entretien accordé à la *Süddeutsche Zeitung*. « Pour cela, nous devons reconnaître ce qui n'allait pas. Regarder dans le passé pour arriver à l'avenir ».

Il partage cette position avec Bénédicte Savoy qui travaille depuis 20 ans sur les questions de patrimoine culturel perdu et de spoliations. Dans son livre, *Objets du désir, désir d'objets*, elle pose les questions suivantes : « que dire à ceux qui ne font pas partie de ce récit muséal et qui ont été privés de leurs biens par la violence et l'asymétrie de l'histoire ? Comment justifier que certains aient accès au patrimoine humain et que d'autres en soient exclus, aussi bien physiquement qu'économiquement ? »

L'historienne de l'art a également soutenu cette position en tant qu'experte au sein du comité consultatif du Humboldt Forum. Elle souhaite de manière intransigeante et sans équivoque que les musées soient obligés de signaler la provenance des objets qui y sont exposés. En clair, cela signifie qu'« il n'est plus possible qu'il n'y ait pas d'indications sur l'origine des œuvres sur les murs des musées ».

Les conséquences du débat français en Allemagne

Cette position intransigeante n'a presque pas trouvé d'écho au sein du comité consultatif d'experts du Humboldt Forum – qui doit exposer entre autres les collections de l'ancien Musée ethnologique et du Musée d'art asiatique à partir de fin 2019. C'est l'une des raisons pour lesquelles Bénédicte

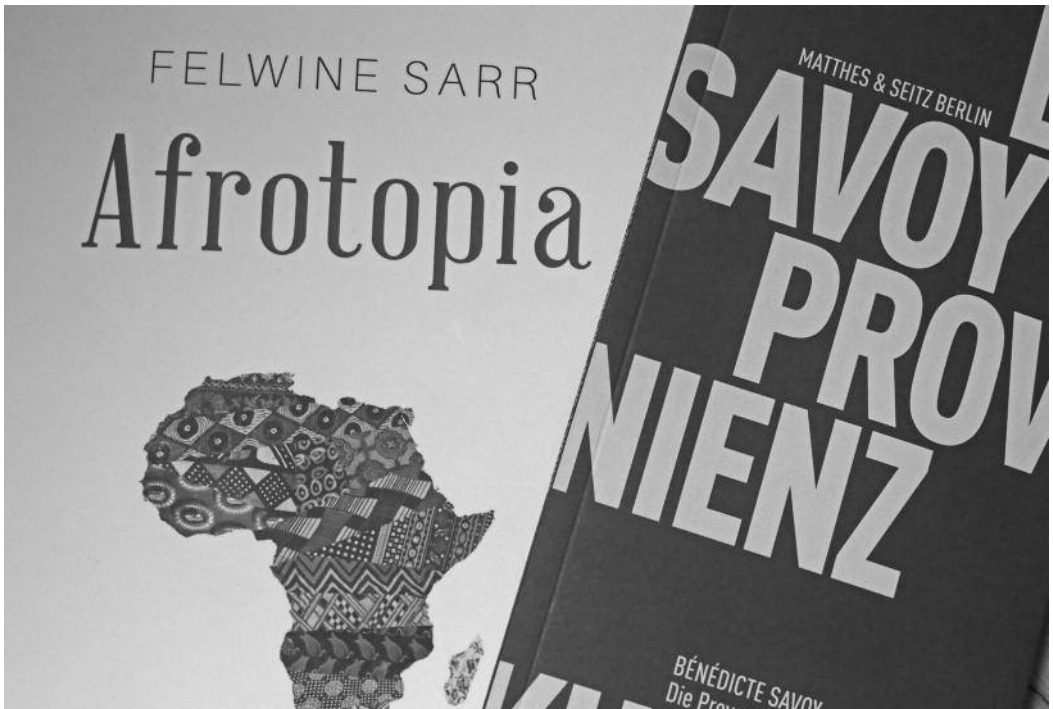
Savoy a démissionné à l'été 2017. Pourtant, le changement de politique culturelle initié par le président français pourrait également avoir des conséquences en Allemagne. On peut en effet lire dans l'accord de coalition du nouveau gouvernement allemand la phrase suivante: « Nous voulons renforcer la coopération culturelle avec l'Afrique et promouvoir un échange culturel plus fort, notamment à travers un travail sur le colonialisme ». La chancellerie, l'Institut Goethe et les musées discutent actuellement de la manière d'aborder à l'avenir la provenance et la responsabilité mondiale vis-à-vis de la culture. Les journalistes de l'hebdomadaire *Die Zeit* du 26 avril 2018 citent un document de vote interne sur l'internationalisation du Humboldt Forum : « A cette fin, il semble important de compléter et d'élargir la struc-

ture actuelle du Humboldt Forum par des compétences internationales personnalisées ».

L'approche et les résultats du groupe de travail dirigé par Bénédicte Savoy et Felwine Sarr qui regroupent des Européens et des Africains, sont suivis avec beaucoup d'attention en Allemagne. Cela ne fait aucun doute. Le groupe va désormais chercher des réponses à la manière d'organiser la restitution. Selon l'historienne de l'art, l'objectif est de trouver un moyen pour que tout le monde sorte gagnant. Elle précise qu'il faut distinguer deux étapes : « La première est la restitution avec toutes les questions que cela soulève. La seconde, c'est l'idée qu'un objet peut circuler dans le monde entier, et qu'en tant que bien commun, il appartient à tout le monde ».

Pour en savoir plus

- Bénédicte Savoy, *Provinienz*. Matthes und Seitz, Berlin, 2018.
- Felwine Sarr, *Afrotopia*. Philippe Rey, Paris, 2016.



Les ouvrages actuels de Felwine Sarr et de Bénédicte Savoy